



DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES DE L'ISERE
Service Environnement

11 C CLE Drac-Romanche 2018-115

PE :

-2 FEV. 2018

PEMA :

PN :

ASST :

Autre service :

Monsieur Le Préfet
Direction Départementale des Territoires
Service Environnement
17 Boulevard Joseph Vallier
38 040 Grenoble Cedex 9

Vif, le 15 janvier 2018

Objet : Avis de la CLE Drac Romanche sur la demande d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement déposée par l'Organisme Unique de Gestion Collective.

Cha Monsieur Le Préfet,

Vous avez sollicité l'avis de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Drac et de la Romanche sur la demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle de prélèvement déposée par l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) des prélèvements pour l'irrigation. Le dossier a été présenté au bureau exécutif de la CLE le 22 septembre 2017. L'OUGC a adressé une demande complémentaire pour augmenter le prélèvement sur l'unité de gestion du Drac aval de 15 000 m³ à 200 000 m³. Cette demande complémentaire a été traitée en bureau exécutif de la CLE le 18 décembre 2017.

Vous trouverez en pièce jointe au présent courrier, l'avis favorable avec recommandations de la CLE du Drac et de la Romanche.

Vous pouvez contacter le secrétariat de la CLE pour toute précision complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, en l'expression de mes meilleures salutations.

Bien sincèrement

La Présidente de la Commission
Locale de l'Eau du Drac et de la
Romanche

Marie-Noëlle Battistoni
Marie-Noëlle BATTISTONI
Députée de l'Isère



Copies :

- Chambre d'agriculture de l'Isère
- Service environnement de la DDT de l'Isère

CLE Drac-Romanche

Structure Porteuse : SIGREDA
5 Avenue du Portail Rouge
38450 Vif
Tél : 04 76 75 16 39



BUREAUX EXECUTIFS DE LA CLE

DU 22 NOVEMBRE ET DU 18 DECEMBRE 2017

AVIS FAVORABLE AVEC RECOMMANDATIONS

Dossier n°75

**Demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle pour
l'irrigation – Organisme Unique de Gestion
Collective (Chambre d'Agriculture de l'Isère)**

Doc. établi par le Secrétariat de la CLE

SOMMAIRE

A – La présentation du projet

B – L'impact sur la ressource en eau du Drac

C – L'impact sur la ressource en eau de la Romanche

D – L'avis favorable avec recommandations

La Présidente de la CLE a été sollicitée le 28 juin 2017 par le Préfet pour émettre un avis sur la demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvement déposée par l'Organisme Unique de Gestion Collective pour exploiter les eaux superficielles et souterraines à des fins d'irrigation sur le département de l'Isère et quelques communes de la Drôme. Les résultats de l'étude d'impact de l'AUP ont été présentés en bureau de la CLE en présence du président de la chambre d'agriculture le 21 novembre 2016.

Le dossier a été traité par le bureau exécutif de la CLE le 22 septembre 2017. Le pétitionnaire ayant fait une demande complémentaire le 22 novembre 2017 pour une augmentation du volume prélevable sur le sous-bassin du Drac aval. Le demande complémentaire a été traitée en bureau exécutif de la CLE le 18 décembre 2017.

A – La présentation du projet

1. Identification du demandeur

Le demandeur est l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC). Il est le détenteur de l'autorisation globale de prélèvements pour le compte de l'ensemble des irrigants de l'Isère. Il est en charge de la gestion et de la répartition annuelle des volumes d'eau prélevés pour l'irrigation, validés chaque année par l'Etat, pour garantir le respect du Débit d'Objectif d'Etlage (DOE) des rivières. Depuis le 10 décembre 2013, la Chambre d'agriculture de l'Isère a été désignée comme OUGC.

2. Object de la demande

Les autorisations de prélèvements agricoles sur le département de l'Isère étaient réalisées par le biais de la procédure dite « mandataire » d'autorisation temporaire. Une nouvelle procédure d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) vient donc remplacer la procédure mandataire avec le passage d'une gestion essentiellement débitmétrique (procédure mandataire), à un système de gestion mixte (débitmétrique et volumétrique) plus précis (procédure AUP).

3. Périmètre d'étude

Les unités de gestion sont calquées sur le découpage du SDAGE et sur les unités de gestion des études de volumes prélevables quand elles existent. Sur le périmètre Drac-Romanche, elles correspondent à :

Unités de gestion	Superficie (ha)	Sous-unité de gestion
Drac aval	138 722	Bonne Ebron Drac
Romanche	122 077 dont 99 189 dans le périmètre de l'OUGC	Romanche



4. Contenu du projet

L'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) sera délivrée pour une durée de 10 ans et se substituera à toutes les procédures de déclarations et d'autorisations existantes (procédure mandataire ou démarches individuelles). Ainsi, toute demande de prélèvements pour l'irrigation présentée par une personne autre que l'OUGC sur ce périmètre sera rejetée de plein droit. Les prélèvements concernés (rivières, nappes, lacs, etc.) par la demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle sont précisés dans l'article R211-112 du Code de l'Environnement : il s'agit de tous les prélèvements d'eau pour l'irrigation de son périmètre. Sont exclus les prélèvements assimilés domestiques, les prélèvements destinés à l'abreuvement et à la lutte antigel.

4.1 . Présentation des prélèvements sur le Bassin versant du Drac

➤ Prélèvements dans les nappes souterraines

Le dossier évoque 2 prélèvements dédiés à l'eau potable dans la masse d'eau « Domaine plissé Bassin Versant Romanche et Drac » (commune de Pierre-Châtel) avec une diminution des volumes prélevés de 50%, de 164 300 m³ à 82 937 m³ entre 2008 et 2013.

Le bilan besoin-ressource sur la nappe du Drac est très largement excédentaire puisque la ressource que constitue le Drac est très importante.

Année	Volume prélevé par sous unité de gestion (m ³)			
	Bonne	Drac	Ebron	Total
2008	164 300	0	0	164 300
2009	154 700	0	0	154 700
2010	123 400	0	0	123 400
2011	117 300	0	0	117 300
2012	126 291	0	0	126 291
2013	81 363	0	0	81 363
Moyenne annuelle	127 892	0	0	127 892

: Volumes annuels prélevés dans les eaux souterraines par sous unité de gestion

➤ Prélèvements dans les eaux superficielles

- Pour l'irrigation : le dossier recense 27 points de prélèvements dans les cours d'eau, notamment dans le sous bassin de la Bonne jusqu'en 2011 (canaux d'irrigation), 3 points de prélèvements dans la nappe d'accompagnement du Drac. Entre 2003 et 2014, 4 840 000 m³ ont été prélevés pour l'irrigation ;
- Pour l'alimentation en eau potable : le dossier fait état de l'existence de 122 captages de sources et de 2 captages sur nappe d'accompagnement (nappe du Drac). Entre 2008 et 2013, 133 077 000 m³ ont été prélevés pour l'alimentation en eau potable ;
- Pour l'industrie : le dossier indique 5 points de prélèvements dans les cours d'eau (Drac, Canal de la Romanche) et 19 points de prélèvements dans la nappe d'accompagnement du Drac. Entre 2008 et 2013, 485 480 000 m³ ont été prélevés pour l'industrie ;
- Pour les autres usages : 18 prélèvements dans des sources. Entre 2008 et 2013, 3 920 000 m³ ont été prélevés pour les autres usages.

Le dossier précise la répartition des volumes moyens prélevés entre 2008 et 2013 (tous usages confondus), soit 61 857 000 m³ en cours d'eau, 53 590 000 m³ en nappes d'accompagnement et 7 646 000 m³ dans les sources.

**Volume prélevé par sous-unité de gestion dans la ressource superficielle
(m³)**

Année	Bonne	Ebron	Drac	Total (arrondi au millier)
2008	2 835 115	123 590 442	1 518 350	127 944 000
2009	3 288 049	117 843 900	1 636 770	122 769 000
2010	3 203 548	117 916 353	1 588 172	122 708 000
2011	2 927 947	119 636 153	1 595 877	124 160 000
2012	2 906 726	118 499 504	1 155 993	122 562 000
2013	2 782 130	114 311 296	1 321 417	118 415 000
Moyenne annuelle (arrondi au millier)	2 991 000	118 633 000	1 469 000	123 093 000

Volumes annuels prélevés dans les eaux superficielles par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013

Le dossier d'AUP recense pour l'ensemble des usages:

Données CA 38, DDT 38 et AERMC	Prélèvement en cours d'eau (m³)				Prélèvement en source (m³)				Prélèvement en nappe d'accompagnement (m³)			Total des prélèvements (m³)
	Bonne	Ebron	Drac		Bonne	Ebron	Drac		Bonne	Ebron	Drac	
Total des prélèvements depuis 2008	Irrigation (2003-2014)	3 603 000	1 184 000	31 000						?	22 000	4 840 000
	AEP				14 772 000	6 933 000	6 933 000			?	90 629 000	133 077 000
	Industrie			254 838 000						?	230 642 000	485 480 000
	Autres usages				1 825 000	1 460 000	142 000			?	246 000	3 920 000

Données CA 38, DDT 38 et AERMC	Prélèvement en cours d'eau (m³)				Prélèvement en source (m³)				Prélèvement en nappe d'accompagnement (m³)			Total des prélèvements (m³)
	Bonne	Ebron	Drac		Bonne	Ebron	Drac		Bonne	Ebron	Drac	
Moyenne annuelle des prélèvements depuis 2008	Irrigation (2003-2014)	300 000	99 000	3 000							2 000	403 000
	AEP				2 462 000	1 156 000	1 156 000				15 105 000	22 179 000
	Industrie			63 710 000							38 440 000	102 150 000
	Autres usages				304 000	243 000	24 000				41 000	653 000

Données CA 38, DDT 38 et AERMC	Prélèvement en cours d'eau (m³)				Prélèvement en source (m³)				Prélèvement en nappe d'accompagnement (m³)			Total des prélèvements (m³)
	Bonne	Ebron	Drac		Bonne	Ebron	Drac		Bonne	Ebron	Drac	
Evolution des prélèvements entre 2008 et 2013	Irrigation (2003-2014)	- 13 840	- 19 987	- 3 581							- 5 881	- 95 000
	AEP				+ 475 979	- 218 260	- 218 260				- 820 678	- 117 000
	Industrie			- 14 071 356							+ 5 132 074	- 8 939 000
	Autres usages				- 230 283	+ 6 954	+ 65 087				+ 41 908	- 221 000

D'après l'étude d'impact, le bilan besoin-ressource pour chaque sous-unité de gestion est le suivant :

- La ressource en eau sur la sous-unité de gestion de l'Ebron permet dans l'ensemble de subvenir aux besoins anthropiques, grâce au climat et au relief qui permettent un apport régulier en précipitations et un débit soutenu dans les cours d'eau en période d'étiage. Excepté pour le ruisseau de l'Orbannes qui subit des périodes d'assecs naturels aggravées par les prélèvements réalisés pour l'irrigation. De même, une vigilance est nécessaire concernant les prélèvements sur le ruisseau de Bourgeneuf qui connaît des débits très faibles en période d'étiage ;
- Sur la sous-unité de gestion de la Bonne, le bilan est excédentaire pour le cours d'eau de la Bonne qui est peu impacté par les prélèvements. Concernant les affluents de la Bonne, peu de données hydrologiques sont disponibles ; la vigilance est donc nécessaire en période d'étiage. Cependant, aucun conflit d'usage n'a été recensé ;
- Sur la sous-unité du Drac, notamment sur la nappe du Drac, la ressource est très importante, les prélèvements agricoles de faible capacité l'impactent donc peu.

4.2 . Présentation des prélèvements pour la Romanche

➤ Prélèvements dans les nappes

- Pour l'irrigation : le dossier donne 1 point de prélèvement ce qui représente 1 411 m³ prélevés en 2014. Il s'agit d'un nouveau prélèvement mis en place en 2014 ;
- Pour l'alimentation en eau potable : le dossier fait état de 5 points de prélèvements (Mont-de-Lans) ce qui représente entre 2008 et 2013, 4 765 321 m³ pour l'alimentation en eau potable, soit un volume annuel de 794 000 m³.
- Pour l'industrie : le dossier indique un prélèvement effectué par la SIVOM des 2 Alpes avec une moyenne annuelle d'environ 24 milliers de m³ sur la période 2008-2013.

Sur le bassin versant de la Romanche, les volumes prélevés pour l'irrigation sont minimes par rapport aux autres usages. Selon le dossier, le bilan besoin-ressource de cette unité est largement excédentaire et les prélèvements peuvent être effectués sans problème.

Année	Volume prélevé par sous unité de gestion (m ³)
	Romanche
2008	829 000
2009	808 700
2010	830 200
2011	855 300
2012	759 927
2013	827 094
Moyenne annuelle	818 370

: Volumes annuels prélevés dans les eaux souterraines par sous unité de gestion

➤ **Prélèvements dans les eaux superficielles**

- Pour l'irrigation : le dossier indique 1 point de prélèvement sur le Vernon mais aucun volume n'a été prélevé jusqu'en 2014.
- Pour l'alimentation en eau potable : le dossier indique 1 point de prélèvement (Lac Blanc commune d'Huez) et 41 points de prélèvements sur des sources et nappes d'accompagnement de la Romanche. Entre 2008 et 2013, 121 809 000 m³ ont été prélevés pour l'alimentation en eau potable ;
- Pour l'industrie : le dossier fait état de 2 points de prélèvements sur des sources et de 4 points de prélèvements sur des nappes d'accompagnement. Entre 2008 et 2013, 171 907 000 m³ ont été prélevés pour l'industrie, principalement en nappe d'accompagnement ;
- Pour les autres usages : le dossier précise 7 points de prélèvements en cours d'eau réalisés par la SATA de l'Alpe d'Huez et des Grandes Rousses, la commune d'Huez pour un golf, le SIVOM des 2 Alpes et la SPL Oz-Vaujany et 4 points de prélèvements sur des nappes d'accompagnement. Entre 2008 et 2013, 7 431 000 m³ ont été prélevés pour les autres usages.

La ressource superficielle de l'unité de gestion de la Romanche est très peu sollicitée pour l'irrigation, puisqu'aucun volume n'a été prélevé jusqu'en 2014. Le dossier indique que le nouveau point de prélèvement situé sur le Vernon ne devrait pas impacter significativement la ressource en eau.

Année	Volume prélevé dans la ressource superficielle (m ³)			
	Romanche			
Ressource	Cours d'eau	Nappe d'acc.	Sources	Total (arrondi au millier)
2008	3 753 000	43 710 100	2 129 100	49 592 000
2009	3 096 500	43 918 400	2 875 000	49 817 000
2010	3 591 600	44 325 100	2 807 800	50 574 000
2011	4 178 800	44 428 400	2 906 500	51 295 000
2012	3 545 827	42 906 147	2 967 466	49 396 000
2013	3 625 825	43 375 405	3 005 094	49 915 000
Moyenne annuelle (arrondi au millier)	3 632 000	43 777 000	2 782 000	50 098 000

Volumes annuels prélevés dans la ressource superficielle par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013

4.3 Synthèse des prélèvements sur l'ensemble des unités de gestion du Drac Aval et de la Romanche

Concernant les prélèvements d'eau sur le territoire du Drac et de la Romanche entre 2003 et 2014, ce qu'il faut retenir de l'étude de l'impact de l'AUP qui s'appuie sur les données de la Chambre d'agriculture 38, de la DDT 38 et de l'AERMC:

- environ 934 142 986 m³ ont été prélevés sur le territoire du SAGE (tout usage et milieux de prélèvements confondus) ;
- l'unité de gestion du Drac Aval et notamment la sous unité de gestion de l'Ebron est la plus sollicitée pour les prélèvements avec près de 700 000 000 m³ prélevés ;
- les prélèvements se font essentiellement dans les rivières et les lacs voire dans les nappes ;
- les prélèvements à usage industriel sont les plus importants sur les 2 unités de gestion, suivi par les prélèvements pour l'AEP ;
- globalement, sur l'ensemble du périmètre Drac-Romanche, les volumes prélevés sont à la baisse depuis 2003 ;

Concernant les prélèvements à usage d'irrigation sur le territoire du Drac et de la Romanche, ce qu'il faut retenir de l'étude c'est qu'entre 2003 et 2014, 4 841 411 m³ ont été prélevés avec une moyenne annuelle de 403 000 m³. Le dossier indique que les prélèvements se font en grande majorité sur les cours d'eau de l'Ebron et de la Bonne.

B – L'impact du projet sur le Drac

1. Incidence des prélèvements sur les cours d'eau

1.1. Sous-unité du Drac aval

La demande de prélèvement sur le Drac aval a été fixée à 200 000 m³ répartis entre les ressources souterraines et les ressources superficielles selon la règle de calcul suivante :

volume historique maximum sur la période 2003 – 2014 + marge de 20%.

Le dossier indique que le Drac constitue une ressource en eau importante :

- débits très importants avec des hautes eaux jusqu'en juillet donc pendant la première moitié de la période d'irrigation ;
- les eaux sont basses aux mois d'août et de septembre, pendant la deuxième moitié de la période d'irrigation ;
- sur la période 2008-2014, le DOE n'a jamais été franchi.

Sous-unité de gestion	Volume prélevable (m ³)	Volume théorique autorisé actuellement (procédure mandataire) (m ³)	Volume théorique disponible (m ³)	Capacité de pompage (m ³ /h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m ³ /h)
Drac aval	200 000	600 480	230 000 000	139	82 084

Incidence quantitative

Le volume demandé dans l'AUP (200 000 m³) est faible par rapport au volume théorique disponible. De plus, le volume prélevable est environ 3 fois plus faible que le volume autorisé jusque-là par la procédure mandataire.

La diminution du volume prélevable par rapport au volume autorisé par la procédure mandataire participe donc à la préservation de l'équilibre quantitatif du Drac.

Le dossier indique que le volume prélevable rend possible une augmentation des prélèvements par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014 (+ 20%). Cette augmentation potentielle du volume de prélèvement agricole par rapport à l'existant induira une très faible baisse du débit en étiage quinquennal sec. Le volume prélevable envisagé permet donc de respecter le DOE à l'aval du Drac.

Le débit de prélèvement pour l'agriculture étant largement supérieur à la capacité de pompage, aucune limitation du débit de prélèvement n'est nécessaire. Les débits disponibles permettent de satisfaire simultanément l'ensemble des prélèvements.

Incidence qualitative

Le Drac présente un bon état écologique et un bon état chimique. Les pressions ne sont pas liées aux prélèvements.

1.2. Sous-unité de la Bonne

Le dossier recense 5 canaux gravitaires qui prélèvent un débit estimé à 2320 m³/h pour irriguer une surface de 637 hectares. Il est important de préciser que ces canaux participent également à l'alimentation en eau de captage d'eau potable et à l'alimentation de milieux naturels remarquables. **Ces canaux ne disposent actuellement pas de système de comptage des volumes consommés.**

Il existe cependant d'autres prélèvements qui font l'objet d'un comptage.

Pour la demande de prélèvement sur la Bonne de 3 071 819 m³, en l'absence de données sur les canaux, il a été proposé d'utiliser la formule du calcul de la redevance de l'Agence de l'eau :

volume historique maximum + 2 546 000 m³ (volume théorique de la redevance Agence de l'eau + 20% de marge

Sous-unité de gestion	Volume prélevable tenant compte du volume redevance canal (m ³)	Volume théorique autorisé actuellement (procédure mandataire) (m ³)	Volume théorique disponible (m ³)	Capacité de pompage (m ³ /h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m ³ /h)
Bonne	3 071 819	11 387 520	22 000 000	2636 (316 sans canaux)	7432

Incidence quantitative

Le volume demandé dans l'AUP sur la Bonne (3 071 819 m³) est faible par rapport au volume théorique disponible. De plus, le volume prélevable est environ 7 fois plus faible que le volume autorisé jusque-là par la procédure mandataire.

La dossier indique que la diminution du volume prélevable par rapport au volume autorisé par la procédure mandataire permet donc de mieux préserver l'équilibre quantitatif de la Bonne. La ressource est donc suffisante pour satisfaire les besoins à l'étiage, d'autant plus que l'estimation des volumes prélevés dans les canaux dépasse probablement les volumes réellement prélevés.

Avec une vigilance à avoir sur la Malsanne et le ruisseau d'Aiguebelle puisque le dossier indique que ces secteurs pourraient être sensibles à une augmentation des prélèvements par rapport à la situation actuelle. Il faut donc limiter les modifications sur les prises d'eau des canaux pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par les canaux dans ces cours d'eau.

La demande de prélèvement envisagée rend possible une augmentation des prélèvements par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014. Cependant, cette augmentation significative est liée à la prise en compte des volumes prélevés dans les canaux. Si les prises d'eau des canaux ne sont pas modifiées, l'impact sur le débit d'étiage quinquennal sera négligeable et le volume prélevable envisagé permettra de respecter le DOE. De plus, sur la période 2008 – 2014, pendant la période d'irrigation, le QMNA5 à la station d'Entraigues n'a jamais été atteint, car l'étiage est hivernal. Il y a donc un peu de marge de prélèvement par rapport à la ressource disponible.

Les canaux gravitaires étant déjà régulés par leur propre autorisation, la limitation du débit prélevable pour l'agriculture est considérée uniquement pour les prélèvements directs dans la Bonne et ses affluents.

Le débit de prélèvement pour l'agriculture étant supérieur à la capacité de pompage, aucune limitation du débit de prélèvement n'est nécessaire actuellement afin d'assurer le respect du débit réservé à l'étiage.

Incidence qualitative

La Bonne présente un état écologique bon à moyen et un bon état chimique, et le dossier indique que les pressions ne sont pas liées aux prélèvements. Pour autant, le dossier souligne que la demande de prélèvement de l'OUGC sur la Bonne peut entraîner **une augmentation des prélèvements de 348%** par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014. La conséquence est **une baisse de l'ordre de 8% du débit dans le cours d'eau en étiage quinquennal sec**. Cette baisse de débit dans la rivière peut avoir un impact sur la dilution des différents polluants avec un risque d'augmentation potentielle de la pollution. Le dossier indique qu'il faudra être vigilant à limiter les rejets dans la rivière.

1.3. Sous-unité de l'Ebron

Le dossier indique la présence d'un canal gravitaire qui prélève un débit estimé à 288 m³/h dans le ruisseau de l'Orbannes pour irriguer une surface de 96 hectares. Ce canal ne dispose pas de système de comptage des volumes.

Pour la demande de prélèvement sur l'Ebron de 621 204 m³, en l'absence de données sur les canaux, il a été proposé d'utiliser la formule utilisée pour le calcul de la redevance de l'Agence de l'eau :

volume historique maximum + 384 000 m³ (volume théorique de la redevance) +20% de marge

Sous-unité de gestion	Volume prélevable tenant compte du volume redevance canal (m ³)	Volume théorique autorisé actuellement (procédure mandataire) (m ³)	Volume théorique disponible (m ³)	Capacité de pompage (m ³ /h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m ³ /h)
Ebron	621 204	2 367 360	2 600 000	548 (260 sans canaux)	969

Incidence quantitative

La demande de l'AUP sur l'Ebron (621 204 m³) est faible par rapport au volume théorique disponible. De plus, le volume prélevable est environ 8 fois plus faible que le volume autorisé jusque-là par la procédure mandataire.

La diminution du volume prélevable par rapport au volume autorisé par la procédure mandataire permet donc de mieux préserver l'équilibre quantitatif de l'Ebron. La ressource est donc suffisante pour satisfaire les besoins à l'étiage, d'autant plus que l'estimation des volumes prélevés dans les canaux dépasse probablement les volumes réellement prélevés. Le dossier indique tout de même que le pétitionnaire devra être très vigilant sur 2 secteurs :

- au ruisseau de Bourgeneuf qui devra faire l'objet d'une surveillance pendant la saison d'irrigation du fait de la configuration du cours d'eau, qui divague et se perd dans la nappe d'accompagnement.
- au ruisseau de l'Orbannes qui pourrait être sensible à une augmentation des prélèvements par rapport à la situation actuelle. Il faut donc limiter les modifications sur les prises d'eau des canaux pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par les canaux dans ces cours d'eau.

La demande de prélèvement envisagée rend possible une augmentation des prélèvements par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014. Cependant, cette augmentation significative est liée à la prise en compte des volumes prélevés dans les canaux. Si les prises d'eau des canaux ne sont pas modifiées, l'impact sur le débit d'étiage quinquennal sera négligeable et le volume prélevable envisagé permettra le respect du DOE à l'aval du Drac.

A noter que des projets de retenues collinaires sont envisagés sur la sous-unité de gestion. Ces retenues, bien que déconnectées du réseau hydrographique, captant le ruissellement et pouvant ainsi avoir un impact sur les débits dans les cours d'eau. Compte-tenu de la ressource disponible, ces retenues peuvent être envisagées en restant vigilant sur leur impact quantitatif.

Les canaux gravitaires étant déjà régulés par leur propre autorisation, la limitation du débit prélevable pour l'agriculture est considérée uniquement pour les prélèvements directs dans l'Ebron et ses affluents.

Le débit de prélèvement pour l'agriculture étant supérieur à la capacité de pompage, aucune limitation du débit de prélèvement n'est nécessaire actuellement pour assurer le respect du débit réservé à l'étiage.

Malgré la sensibilité de certains secteurs de l'Ebron, le dossier indique que la mise en œuvre d'un calendrier de pompage n'apparaît pas pertinente, pour plusieurs raisons :

- les prélèvements agricoles sont peu nombreux, ils sont éloignés les uns des autres et sont réalisés sur différents affluents de l'Ebron ;
- le ruisseau de l'Orbannes est identifié comme sensible selon l'expertise de terrain. Cependant, le prélèvement correspond à la prise d'eau du canal qui est déjà régulé par sa propre autorisation qui doit respecter le débit réservé du ruisseau. La prise d'eau du canal ne doit donc pas être modifiée pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par le canal dans le ruisseau. Il conviendra cependant d'être vigilant sur l'extrême-amont du bassin versant, pour assurer la surveillance du partage de l'eau et lors de l'acceptation de nouveaux prélèvements.

Incidence qualitative

L'Ebron présente un état écologique moyen et un bon état chimique, et le dossier indique que les pressions sont liées aux prélèvements. Pour autant, le dossier précise que le volume prélevable envisagé rend possible une augmentation des prélèvements de 166 % par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014, ce qui induira une baisse de l'ordre de 4% du débit dans le cours d'eau en étiage quinquennal sec. Cette baisse de débit dans la rivière peut avoir un impact sur la dilution des différents polluants avec un risque d'augmentation potentielle de la pollution. Le dossier indique qu'il faudra être vigilant à limiter les rejets dans la rivière.

2. Incidence des prélèvements sur nappes

Aucun prélèvement agricole souterrain n'est effectué sur cette unité de gestion du Drac aval. Le dossier indique qu'il existe que 2 prélèvements souterrains effectués pour l'eau potable dans la nappe alluviale de la Bonne.

Cependant, le volume prélevable agricole ayant été déterminé de manière commune aux ressources souterraines et superficielles, le transfert ou l'ajout de prélèvements dans les ressources souterraines devra être étudié au cas par cas.

Dans le cas d'ajout d'usagers de la ressource souterraine, le débit d'exploitation des nouveaux ouvrages devra donc être ajusté en fonction de l'évolution des niveaux des nappes en période d'irrigation.

3. Incidence des prélèvements sur les relations nappes/rivières

A l'amont de la confluence du Drac avec la Romanche, le dossier indique que les cours d'eau (excepté le Drac et la Romanche) sont vraisemblablement déconnectés des nappes et les nappes sont alimentées par les précipitations. Les prélèvements agricoles dans les cours d'eau et sur les captages de source n'ont aucune influence sur les nappes.

4. Incidence des prélèvements sur les autres usages

Il n'y a pas de conflit d'usage avéré entre irrigation, industrie, alimentation en eau potable et autres usages sur le territoire du Drac et de la Romanche. Les prélèvements sont principalement réalisés dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement, qui constituent une ressource très importante, ou dans les sources sans que cela remette en cause l'alimentation des nappes. D'après le dossier, les projets n'ont donc pas d'incidence sur les autres usages.

5. Incidence des prélèvements sur les autres projets connus

Sur l'unité de gestion du Drac aval, il y a 2 projets de renouvellement d'autorisation de centrales hydroélectriques (Miribel-Lanchâtre et Moulin Colombat) sur la Gresse. Le dossier indique que l'AUP n'induirait pas d'effet cumulé sur la ressource.

C – L'impact du projet sur la Romanche

1. Incidence des prélèvements sur les cours d'eau

Le dossier indique qu'aucun prélèvement n'était réalisé jusque-là dans les rivières mais qu'un nouveau prélèvement est envisagé sur le Vernon. Compte-tenu de la sensibilité du milieu sur le Vernon, les nouveaux prélèvements supplémentaires devront être limités.

La Romanche ayant un régime nivo-pluvial à influence glaciaire, elle connaît de hautes eaux estivales. Sur la période d'irrigation, le débit est plus faible au mois de septembre.

A noter cependant que les nouveaux prélèvements devront être étudiés au cas par cas du fait des spécificités des différents cours d'eau de l'unité de gestion : si la Romanche représente une ressource très importante, les prélèvements agricoles seront à concilier avec les autres usages et notamment l'hydroélectricité et les régimes de débits réservés associés ; les affluents, comme par exemple le Vernon, peuvent être plus sensibles à une augmentation des prélèvements.

Par mesure de précaution et afin de conserver de la marge pour le milieu et pour les autres usages, il est proposé 200 000 m³ qui correspond à 0,1% du volume théorique disponible sur 4 mois et qui permet d'envisager l'installation de nouveaux prélèvements agricoles sur la Romanche.

Sous-unité de gestion	Volume prélevable proposé (m ³)	Volume théorique autorisé actuellement (procédure mandataire) (m ³)	Volume théorique disponible (m ³)	Capacité de pompage (m ³ /h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m ³ /h)
Romanche	200 000	54 000	234 316 800	3,5	81 360

Incidence quantitative

La demande de l'AUP sur la Romanche (200 000 m³) est faible par rapport au volume théorique disponible mais est supérieur au volume autorisé jusque-là par la procédure mandataire. Le dossier indique que l'augmentation potentielle du volume de prélèvement agricole induira une baisse négligeable du débit en étiage quinquennal sec de la Romanche.

L'expertise sur les milieux a montré que le débit biologique le plus contraignant concerne la période de mi-mars à fin mai et donc n'impacte pas le débit à préserver pendant la saison d'irrigation. La Romanche apparaît donc peu sensible à une augmentation des prélèvements pendant la période estivale, d'autant plus que les prélèvements agricoles représentent une part très limitée des prélèvements réalisés sur ce secteur. Les principaux enjeux quantitatifs concernent notamment l'usage hydroélectrique.

Le débit de prélèvement pour l'agriculture étant largement supérieur à la capacité de pompage, le dossier indique qu'aucune limitation du débit de prélèvement n'est nécessaire. Les débits disponibles permettent de réaliser simultanément l'ensemble des prélèvements.

Incidence qualitative

L'augmentation potentielle des prélèvements induira une baisse négligeable du débit dans le cours d'eau en étiage quinquennal sec. La réduction de la dilution des différents polluants induira une augmentation potentielle des taux de polluants dans les mêmes proportions.

2. Incidence des prélèvements sur les nappes

Le volume prélevé pour l'irrigation dans les eaux souterraines est minime par rapport aux volumes prélevés pour les autres usages (alimentation en eau potable et industries) puisqu'il représente 1411 m³ en 2014.

Sur la saison d'irrigation (6 mois), la demande de prélèvement de l'AUP de 200 000 m³ a été comparé au volume théorique obtenu à partir du débit autorisé à ce jour de 13 m³/h, soit 54 900 m³, et aux volumes historiques agricoles. Il apparaît que le volume prélevable est supérieur au volume autorisé théorique sur 6 mois et aux volumes historiques agricoles. Cependant, il représentera environ 20% des prélèvements souterrains totaux et sera réparti entre les ressources souterraines et superficielles (1 préleveur à ce jour). Le dossier souligne que le volume réellement prélevé dans la nappe sera donc inférieur à 200 000 m³ par an.

Le dossier fait état que les prélèvements souterrains effectués au niveau de l'unité de gestion Romanche proviennent probablement de nappes d'eau localisées et présentant des extensions limitées. Ils auront donc un impact à une échelle locale. L'utilisation des 200 000 m³ en intégralité dans les eaux souterraines aurait donc un impact non négligeable sur les nappes.

L'implantation de nouveaux captages agricoles souterrains sur cette unité devra être étudiée au cas par cas. Les nouveaux usagers devront veiller à ce que les nouveaux captages n'entrent pas en conflit avec les captages existants et soient donc positionnés à une distance minimale de ceux-ci. Le débit d'exploitation des nouveaux ouvrages devra également être ajusté en fonction de l'évolution des niveaux de la nappe en période d'irrigation.

3. Incidence les relations nappe/rivière

L'augmentation potentielle des prélèvements induisant une baisse négligeable du débit de la Romanche en étiage quinquennal sec, le projet aura un impact limité sur les relations nappe/rivière. Cependant, il conviendra d'être prudent sur les prélèvements souterrains et l'impact que ceux-ci pourront avoir sur certains cours d'eau.

4. Incidence les autres usages

Pour la ressource superficielle, le volume du nouveau prélèvement envisagé est négligeable par rapport aux prélèvements réalisés pour les autres usages dans la ressource superficielle. Le projet n'a donc pas d'incidence sur les autres usages.

Pour la ressource souterraine, dans le cas de l'ajout de nouveaux préleveurs sur la Romanche, une distance minimale entre les ouvrages devrait être respectée de manière à ne pas influencer les captages voisins. Au vu du faible nombre de captages souterrains sur l'unité de gestion et de la taille de celle-ci, l'implantation de nouveaux captages n'aura probablement pas d'influence sur les captages existants.

5. Incidence avec les autres projets connus

Sur l'unité de gestion de la Romanche, il existe 2 projets en cours, le projet d'extension de la station d'épuration d'Aquavallées sur Bourg-d'Oisans et le projet de création d'une retenue d'altitude sur la commune des 2 Alpes. Le dossier indique qu'en l'absence de prélèvements agricoles à proximité, il ne devrait pas y avoir d'effet cumulé sur la ressource.

D – AVIS FAVORABLE avec recommandations

Les autorisations de prélèvements agricoles sur le département de l'Isère relevaient de la procédure dite « mandataire » d'autorisation temporaire. Une nouvelle procédure d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) vient remplacer la procédure mandataire. Cette Autorisation Unique Pluriannuelle est délivrée pour une durée de 10 ans et se substitue à toutes les procédures de déclarations et d'autorisations en cours sur son périmètre (procédure mandataire ou démarches individuelles). L'évolution des procédures concerne principalement le passage d'une gestion essentiellement débitométrique, par la procédure mandataire, à un système de gestion mixte (débitométrique et volumétrique) pour la demande d'AUP.

La CLE partage l'objectif général de l'OUGC qui est d'atteindre la maîtrise des prélèvements en eau dans le milieu pour l'irrigation qui contribue à une gestion durable et cohérente de la ressource en eau. Le passage d'une approche débitométrique (procédure mandataire) à une approche mixte volumétrique et débitométrique (procédure AUP) permet de réduire significativement le volume total prélevable autorisé jusqu'à maintenant par la procédure mandataire tout en limitant le débit de prélèvement autorisé sur les secteurs à enjeux ce qui permet de mieux préserver l'équilibre quantitatif sur les bassins versants.

Le dossier a été présenté en bureau exécutif de la CLE le 22 septembre. L'OUGC a fait une demande de complément de prélèvement au dossier le 22 novembre sur l'unité de gestion du Drac aval. La demande complémentaire a été discutée le 18 décembre 2017. Le bureau exécutif a émis un **avis favorable avec recommandations** sur la demande d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement de l'OUGC, à savoir :

1- De manière générale, la CLE estime que les données présentées dans le dossier ne sont pas représentatives de la réalité de la disponibilité de la ressource en eau et de tous les prélèvements sur le bassin du Drac (alimentation en eau potable, hydroélectricité, etc.). Mais en l'absence de données plus fines (futurs études inscrites au SAGE), elle a émis des observations techniques sur le contenu du rapport mis à disposition par l'Organisme Unique de Gestion Collective sur lesquelles des précisions mériteraient d'être apportées (cf. annexe 1).

2- La CLE demande à ce qu'une attention particulière soit portée à tous nouveaux prélèvements sur la sous-unité de gestion de l'Ebron, sur une partie de la sous-unité de gestion du Drac aval (Gresse) ainsi que sur la partie sud de la sous-unité de la Bonne (Beaumont).

Les cours d'eau de la Gresse, de l'Ebron faisant l'objet de nombreux prélèvements, la CLE recommande d'accorder une vigilance aux nouveaux prélèvements en période d'étiage dans les cours d'eau afin de ne pas augmenter la sensibilité de ces derniers par rapport à la situation actuelle. La CLE demande à être consultée préalablement par l'OUGC sur les évolutions de prélèvements (prélèvements existants et/ou futurs) sur son périmètre.

3- Comme inscrit au SAGE, la CLE prévoit de conduire des études pour améliorer la connaissance sur la disponibilité de la ressource en eau et les besoins de l'ensemble des usages afin de définir des règles de partage de la ressource en eau sur le bassin versant du Drac. En fonction des conclusions des études, la CLE demande à ce qu'il soit possible d'intégrer les évolutions dans un bilan à mi-parcours et de juger de la nécessité de réviser ou non les volumes attribués à l'irrigation sur son périmètre.

4- La CLE demande également à être destinataire chaque année d'un bilan des prélèvements à usage irrigation dans les eaux superficielles et souterraines en Drac et en Romanche.

5- La CLE souhaite continuer à être membre du comité d'orientation de l'Organisme Unique de Gestion Collective. Elle souhaite également être associée au comité technique s'il est fait état d'évolution de prélèvement sur le périmètre du Drac et de la Romanche.

6- Suite à la demande de modification du volume prélevable sur le sous-bassin du Drac aval (de 15 000 m³ dans le dossier initial à 200 000 m³ dans la demande de modification du 22 novembre 2017), la CLE ne s'oppose pas à cette demande d'évolution de prélèvements. La CLE demande à ce qu'une vigilance soit apportée sur les nouveaux forages sur la ressource souterraine afin d'éviter tout risque de pollution de la nappe mais également éviter d'influencer les prélèvements existants (tous usage confondu).

Ainsi fait et délibéré, le 18 décembre 2017

Marie-Noëlle BATTISTEL,
La Présidente de la CLE Drac-Romanche
Députée de la 4^{ème} circonscription de l'Isère

ANNEXE 1

Observations du secrétariat de la CLE sur le contenu du rapport remis par l'organisme Unique de Gestion Collective dans le cadre de la demande d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement.

Unité de gestion Drac aval :

- P219/autres usages :

Quels sont les usages liés aux 18 prélèvements effectués dans les sources sur le secteur mais aussi ceux effectués sur la commune de Lavalens, indiquée comme la commune ayant le plus de prélèvement (autres usages) sur la sous-unité de la Bonne ?

Il semblerait plutôt que les prélèvements pour les autres usages s'effectuent sur la commune de la Morte pour la production de neige de culture.

- P221/synthèse :

Il y a des incohérences dans l'affichage des prélèvements.

A titre d'exemple, dans le tableau 126 « volumes annuels prélevés dans les nappes d'accompagnements par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013 », seuls les volumes prélevés en nappes d'accompagnement sur la sous-unité de l'Ebron sont indiqués. Cependant, les tableaux précédents (tableaux 122, 123 et 124) indiquent des prélèvements en nappes d'accompagnement sur la sous-unité du Drac, mais ces derniers ne sont pas reportés dans le tableau de synthèse (126). Et inversement, les prélèvements indiqués dans le tableau de synthèse (126) n'apparaissent pas auparavant (ce qui représente des variations de 0 à 53 M de m3 sur la sous unité de l'Ebron).

Il apparaît également aussi opportun de préciser les sources des chiffres inscrits au tableau 126 sur les prélèvements en nappe d'accompagnement de la sous-unité de l'Ebron et préciser l'usage de ces prélèvements (irrigation, eau potable, industrie, autres usages) ?

- P222/Synthèse :

Le bilan ressource-besoin de l'étude d'impact pour la sous-unité de gestion de l'Ebron nous semble différent de la réalité du territoire.

En effet, il est écrit que « *La ressource en eau sur la sous-unité de gestion de l'Ebron permet dans l'ensemble de subvenir aux besoins anthropiques, grâce au climat et au relief qui permettent un apport régulier en précipitations et un débit soutenu dans les cours d'eau en période d'étiage. Seul le ruisseau de l'Orbannes subit des périodes d'assecs naturels qui sont aggravés par le prélèvement réalisé. De même, une vigilance est nécessaire concernant le prélèvement sur le ruisseau de Bourgeneuf qui connaît des débits très faibles en période d'étiage* ».

Cependant, les bassins de l'Ebron, de la Gresse et du Drac amont (Beaumont notamment) présentent une forte vulnérabilité en période de sécheresse, et donc pendant la période d'irrigation. En effet, les sécheresses récurrentes des dernières décennies entraînent une diminution de la ressource en eau annuelle (augmentation du phénomène d'évapotranspiration, baisse des précipitations, augmentation des températures) avec des étiages plus fréquents et plus sévère des rivières. C'est pourquoi des études ont été inscrites au SAGE pour améliorer la connaissance sur la disponibilité de la ressources en eau et les besoins des différents usages pour améliorer le partage de la ressource en eau des secteurs et éviter tout conflit d'usage dans un contexte de réchauffement climatique.

D'ailleurs, le SDAGE identifie aussi le bassin Drac-Romanche comme vulnérable au changement climatique avec des incidences sur le bilan hydrique des sols pour l'agriculture.

- P225/Relation nappe/rivière :

Il est écrit « le Drac de l'aval de Notre-Dame-de-Commiers à la Romanche est actuellement sans continuité hydraulique avec la nappe ».

La continuité hydraulique entre le Drac et sa nappe n'a jamais cessé même lorsque le Drac était asséché puisque le débit réservé s'infiltrait depuis le pied du barrage en totalité dans la nappe.

Pour information, afin de rétablir la continuité hydraulique de la rivière, la CLE a travaillé au relèvement du débit de la rivière à 5,5 m³/s. La continuité hydraulique entre le Drac et la Romanche est effective depuis septembre 2015.

- P561/Incidence quantitative (Bonne) :

Il y a une contradiction dans le paragraphe sur les canaux. Il est écrit « *on limitera les modifications sur les prises d'eau des canaux pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par les canaux dans ces cours d'eau. Les volumes réels de prélèvements dans les canaux, qui ne sont pas connus, pourraient quant à eux peut-être être augmentés à condition d'organiser une concertation pour la gestion des canaux* ».

Dans la première partie de la phrase il est demandé de ne pas augmenter les prélèvements dans les canaux alors que dans la phrase qui suit il est possible de les augmenter. De plus, il est écrit que les volumes prélevés ne sont pas connus. Il apparaît difficile de gérer des augmentations de volumes prélevés sans savoir ce qui est déjà réellement prélevé dans un contexte de changement climatique avec une baisse de la composante hydrologique des rivières. Le dossier indique à de nombreuses reprises qu'il ne faut pas apporter de modification aux prises d'eau des canaux d'irrigation qui pourraient entraîner une augmentation des prélèvements.

- P563/Incidence quantitative (Ebron) :

Il est indiqué que « *l'amont du bassin versant de l'Ebron (ruisseau de Bourgeneuf) est à surveiller de près pendant la saison d'irrigation du fait de la configuration du cours d'eau, qui divague et se perd dans la nappe d'accompagnement....De plus, le ruisseau de l'Orbannes pourrait être sensible à une augmentation des prélèvements par rapport à la situation actuelle. Il faut donc limiter les modifications sur les prises d'eau des canaux pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par les canaux dans ces cours d'eau* ».

En lien avec les remarques faites pour la P222/synthèse, le SDAGE (carte 7B) identifie le bassin du Drac comme étant un sous-bassin nécessitant des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs.

Le Programme De Mesures (PDM) du SDAGE, identifie 4 masses d'eau ayant des pressions liées aux prélèvements, comme indiqué à la page 213 de l'étude d'impact : Torrents de l'Ebron et de la Vanne, Ruisseaux de l'Orbanne et de Mens. Les prescriptions faites par le PDM sont de réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau et de mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau et notamment sur le bassin de l'Ebron et ses affluents. Comme déjà évoqué plus haut, à travers la disposition 44 du SAGE, la CLE Drac-Romanche (qui a arrêté le SAGE en mai 2017), souhaite mettre en place un schéma de gestion de la ressource en eau sur les sous-bassins de l'Ebron, de la Gresse et du Drac amont (Beaumont). Cette prescription englobe l'ensemble des usagers de l'eau (eau potable, industriels, agriculture).

Ainsi, il serait également pertinent de prévoir une surveillance du torrent de l'Ebron, de la Vanne et du ruisseau de Mens pendant la saison d'irrigation en plus de ceux cités précédemment (Orbannes, Bourgeneuf).

- Atlas cartographique (carte 10) :

Il serait intéressant de faire apparaître les prélèvements sur la Gresse (production de neige de culture, hydroélectricité, etc.) en lien avec l'intitulé « prélèvements pour d'autres usages ».

Unité de gestion Romanche :

- Atlas cartographique (cartes 25 et 26) :

Pour les prélèvements dans la ressource souterraine, il faudrait faire apparaître les prélèvements effectués par le SIVOM et le prélèvement pour l'irrigation.

Il serait également intéressant de faire apparaître les prélèvements superficiels sur la commune de la Morte (production de neige de culture) en lien avec l'intitulé « prélèvements pour d'autres usages ».

BUREAUX EXECUTIFS DE LA CLE

DU 22 NOVEMBRE ET DU 18 DECEMBRE 2017

AVIS FAVORABLE AVEC RECOMMANDATIONS

Dossier n°75

**Demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle pour
l'irrigation – Organisme Unique de Gestion
Collective (Chambre d'Agriculture de l'Isère)**

Doc. établi par le Secrétariat de la CLE

SOMMAIRE

A – La présentation du projet

B – L'impact sur la ressource en eau du Drac

C – L'impact sur la ressource en eau de la Romanche

D – L'avis favorable avec recommandations

La Présidente de la CLE a été sollicitée le 28 juin 2017 par le Préfet pour émettre un avis sur la demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) de prélèvement déposée par l'Organisme Unique de Gestion Collective pour exploiter les eaux superficielles et souterraines à des fins d'irrigation sur le département de l'Isère et quelques communes de la Drôme. Les résultats de l'étude d'impact de l'AUP ont été présentés en bureau de la CLE en présence du président de la chambre d'agriculture le 21 novembre 2016.

Le dossier a été traité par le bureau exécutif de la CLE le 22 septembre 2017. Le pétitionnaire ayant fait une demande complémentaire le 22 novembre 2017 pour une augmentation du volume prélevable sur le sous-bassin du Drac aval. Le demande complémentaire a été traitée en bureau exécutif de la CLE le 18 décembre 2017.

A – La présentation du projet

1. Identification du demandeur

Le demandeur est l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC). Il est le détenteur de l'autorisation globale de prélèvements pour le compte de l'ensemble des irrigants de l'Isère. Il est en charge de la gestion et de la répartition annuelle des volumes d'eau prélevés pour l'irrigation, validés chaque année par l'Etat, pour garantir le respect du Débit d'Objectif d'Etiage (DOE) des rivières. Depuis le 10 décembre 2013, la Chambre d'agriculture de l'Isère a été désignée comme OUGC.

2. Objet de la demande

Les autorisations de prélèvements agricoles sur le département de l'Isère étaient réalisées par le biais de la procédure dite « mandataire » d'autorisation temporaire. Une nouvelle procédure d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) vient donc remplacer la procédure mandataire avec le passage d'une gestion essentiellement débitométrique (procédure mandataire), à un système de gestion mixte (débitométrique et volumétrique) plus précis (procédure AUP).

3. Périmètre d'étude

Les unités de gestion sont calquées sur le découpage du SDAGE et sur les unités de gestion des études de volumes prélevables quand elles existent. Sur le périmètre Drac-Romanche, elles correspondent à :

Unités de gestion	Superficie (ha)	Sous-unité de gestion
Drac aval	138 722	Bonne Ebron Drac
Romanche	122 077 dont 99 189 dans le périmètre de l'OUGC	Romanche



4. Contenu du projet

L'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) sera délivrée pour une durée de 10 ans et se substituera à toutes les procédures de déclarations et d'autorisations existantes (procédure mandataire ou démarches individuelles). Ainsi, toute demande de prélèvements pour l'irrigation présentée par une personne autre que l'OUGC sur ce périmètre sera rejetée de plein droit. Les prélèvements concernés (rivières, nappes, lacs, etc.) par la demande d'Autorisation Unique Pluriannuelle sont précisés dans l'article R211-112 du Code de l'Environnement : il s'agit de tous les prélèvements d'eau pour l'irrigation de son périmètre. Sont exclus les prélèvements assimilés domestiques, les prélèvements destinés à l'abreuvement et à la lutte antigel.

4.1 . Présentation des prélèvements sur le Bassin versant du Drac

➤ Prélèvements dans les nappes souterraines

Le dossier évoque 2 prélèvements dédiés à l'eau potable dans la masse d'eau « Domaine plissé Bassin Versant Romanche et Drac » (commune de Pierre-Châtel) avec une diminution des volumes prélevés de 50%, de 164 300 m³ à 82 937 m³ entre 2008 et 2013.

Le bilan besoin-ressource sur la nappe du Drac est très largement excédentaire puisque la ressource que constitue le Drac est très importante.

Année	Volume prélevé par sous unité de gestion (m ³)			
	Bonne	Drac	Ebron	Total
2008	164 300	0	0	164 300
2009	154 700	0	0	154 700
2010	123 400	0	0	123 400
2011	117 300	0	0	117 300
2012	126 291	0	0	126 291
2013	81 363	0	0	81 363
Moyenne annuelle	127 892	0	0	127 892

: Volumes annuels prélevés dans les eaux souterraines par sous unité de gestion

➤ Prélèvements dans les eaux superficielles

- Pour l'irrigation : le dossier recense 27 points de prélèvements dans les cours d'eau, notamment dans le sous bassin de la Bonne jusqu'en 2011 (canaux d'irrigation), 3 points de prélèvements dans la nappe d'accompagnement du Drac. Entre 2003 et 2014, 4 840 000 m³ ont été prélevés pour l'irrigation ;
- Pour l'alimentation en eau potable : le dossier fait état de l'existence de 122 captages de sources et de 2 captages sur nappe d'accompagnement (nappe du Drac). Entre 2008 et 2013, 133 077 000 m³ ont été prélevés pour l'alimentation en eau potable ;
- Pour l'industrie : le dossier indique 5 points de prélèvements dans les cours d'eau (Drac, Canal de la Romanche) et 19 points de prélèvements dans la nappe d'accompagnement du Drac. Entre 2008 et 2013, 485 480 000 m³ ont été prélevés pour l'industrie ;
- Pour les autres usages : 18 prélèvements dans des sources. Entre 2008 et 2013, 3 920 000 m³ ont été prélevés pour les autres usages.

Le dossier précise la répartition des volumes moyens prélevés entre 2008 et 2013 (tous usages confondus), soit 61 857 000 m³ en cours d'eau, 53 590 000 m³ en nappes d'accompagnement et 7 646 000 m³ dans les sources.

**Volume prélevé par sous-unité de gestion dans la ressource superficielle
(m³)**

Année	Bonne	Ebron	Drac	Total (arrondi au millier)
2008	2 835 115	123 590 442	1 518 350	127 944 000
2009	3 288 049	117 843 900	1 636 770	122 769 000
2010	3 203 548	117 916 353	1 588 172	122 708 000
2011	2 927 947	119 636 153	1 595 877	124 160 000
2012	2 906 726	118 499 504	1 155 993	122 562 000
2013	2 782 130	114 311 296	1 321 417	118 415 000
Moyenne annuelle (arrondi au millier)	2 991 000	118 633 000	1 469 000	123 093 000

Volumes annuels prélevés dans les eaux superficielles par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013

Le dossier d'AUP recense pour l'ensemble des usages:

Données CA 38, DDT 38 et AERMC	Prélèvement en cours d'eau (m³)			Prélèvement en source (m³)			Prélèvement en nappe d'accompagnement (m³)			Total des prélèvements (m³)
	Bonne	Ebron	Drac	Bonne	Ebron	Drac	Bonne	Ebron	Drac	
Total des prélèvements depuis 2008	Irrigation (2003-2014)	1 184 000	31 000					?	22 000	4 840 000
	AEP			14 772 000	6 933 000	6 933 000		?	90 629 000	133 077 000
	Industrie		254 838 000					?	230 642 000	485 480 000
	Autres usages			1 825 000	1 460 000	142 000		?	246 000	3 920 000

Données CA 38, DDT 38 et AERMC	Prélèvement en cours d'eau (m³)			Prélèvement en source (m³)			Prélèvement en nappe d'accompagnement (m³)			Total des prélèvements (m³)
	Bonne	Ebron	Drac	Bonne	Ebron	Drac	Bonne	Ebron	Drac	
Moyenne annuelle des prélèvements depuis 2008	Irrigation (2003-2014)	99 000	3 000						2 000	403 000
	AEP			2 462 000	1 156 000	1 156 000			15 105 000	22 179 000
	Industrie		63 710 000						38 440 000	102 150 000
	Autres usages			304 000	243 000	24 000			41 000	653 000

Données CA 38, DDT 38 et AERMC	Prélèvement en cours d'eau (m³)			Prélèvement en source (m³)			Prélèvement en nappe d'accompagnement (m³)			Total des prélèvements (m³)
	Bonne	Ebron	Drac	Bonne	Ebron	Drac	Bonne	Ebron	Drac	
Evolution des prélèvements entre 2008 et 2013	Irrigation (2003-2014)	- 13 840	- 19 987	- 3 581					- 5 881	- 95 000
	AEP			+ 475 979	- 218 260	- 218 260			- 820 678	- 117 000
	Industrie								+ 5 132 074	- 8 939 000
	Autres usages			- 230 283	+ 6 954	+ 65 087			+ 41 908	- 221 000

D'après l'étude d'impact, le bilan besoin-ressource pour chaque sous-unité de gestion est le suivant :

- La ressource en eau sur la sous-unité de gestion de l'Ebron permet dans l'ensemble de subvenir aux besoins anthropiques, grâce au climat et au relief qui permettent un apport régulier en précipitations et un débit soutenu dans les cours d'eau en période d'étiage. Excepté pour le ruisseau de l'Orbannes qui subit des périodes d'assecs naturels aggravées par les prélèvements réalisés pour l'irrigation. De même, une vigilance est nécessaire concernant les prélèvements sur le ruisseau de Bourgeneuf qui connaît des débits très faibles en période d'étiage ;
- Sur la sous-unité de gestion de la Bonne, le bilan est excédentaire pour le cours d'eau de la Bonne qui est peu impacté par les prélèvements. Concernant les affluents de la Bonne, peu de données hydrologiques sont disponibles ; la vigilance est donc nécessaire en période d'étiage. Cependant, aucun conflit d'usage n'a été recensé ;
- Sur la sous-unité du Drac, notamment sur la nappe du Drac, la ressource est très importante, les prélèvements agricoles de faible capacité l'impactent donc peu.

4.2 . Présentation des prélèvements pour la Romanche

➤ Prélèvements dans les nappes

- Pour l'irrigation : le dossier donne 1 point de prélèvement ce qui représente 1 411 m³ prélevés en 2014. Il s'agit d'un nouveau prélèvement mis en place en 2014 ;
- Pour l'alimentation en eau potable : le dossier fait état de 5 points de prélèvements (Mont-de-Lans) ce qui représente entre 2008 et 2013, 4 765 321 m³ pour l'alimentation en eau potable, soit un volume annuel de 794 000 m³.
- Pour l'industrie : le dossier indique un prélèvement effectué par la SIVOM des 2 Alpes avec une moyenne annuelle d'environ 24 milliers de m³ sur la période 2008-2013.

Sur le bassin versant de la Romanche, les volumes prélevés pour l'irrigation sont minimes par rapport aux autres usages. Selon le dossier, le bilan besoin-ressource de cette unité est largement excédentaire et les prélèvements peuvent être effectués sans problème.

Année	Volume prélevé par sous unité de gestion (m ³)
	Romanche
2008	829 000
2009	808 700
2010	830 200
2011	855 300
2012	759 927
2013	827 094
Moyenne annuelle	818 370

: Volumes annuels prélevés dans les eaux souterraines par sous unité de gestion

➤ **Prélèvements dans les eaux superficielles**

- Pour l'irrigation : le dossier indique 1 point de prélèvement sur le Vernon mais aucun volume n'a été prélevé jusqu'en 2014.
- Pour l'alimentation en eau potable : le dossier indique 1 point de prélèvement (Lac Blanc commune d'Huez) et 41 points de prélèvements sur des sources et nappes d'accompagnement de la Romanche. Entre 2008 et 2013, 121 809 000 m³ ont été prélevés pour l'alimentation en eau potable ;
- Pour l'industrie : le dossier fait état de 2 points de prélèvements sur des sources et de 4 points de prélèvements sur des nappes d'accompagnement. Entre 2008 et 2013, 171 907 000 m³ ont été prélevés pour l'industrie, principalement en nappe d'accompagnement ;
- Pour les autres usages : le dossier précise 7 points de prélèvements en cours d'eau réalisés par la SITA de l'Alpe d'Huez et des Grandes Rousses, la commune d'Huez pour un golf, le SIVOM des 2 Alpes et la SPL Oz-Vaujany et 4 points de prélèvements sur des nappes d'accompagnement. Entre 2008 et 2013, 7 431 000 m³ ont été prélevés pour les autres usages.

La ressource superficielle de l'unité de gestion de la Romanche est très peu sollicitée pour l'irrigation, puisqu'aucun volume n'a été prélevé jusqu'en 2014. Le dossier indique que le nouveau point de prélèvement situé sur le Vernon ne devrait pas impacter significativement la ressource en eau.

Année	Volume prélevé dans la ressource superficielle (m ³)			
	Romanche			
Ressource	Cours d'eau	Nappe d'acc.	Sources	Total (arrondi au millier)
2008	3 753 000	43 710 100	2 129 100	49 592 000
2009	3 096 500	43 918 400	2 875 000	49 817 000
2010	3 591 600	44 325 100	2 807 800	50 574 000
2011	4 178 800	44 428 400	2 906 500	51 295 000
2012	3 545 827	42 906 147	2 967 466	49 396 000
2013	3 625 825	43 375 405	3 005 094	49 915 000
Moyenne annuelle (arrondi au millier)	3 632 000	43 777 000	2 782 000	50 098 000

Volumes annuels prélevés dans la ressource superficielle par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013

4.3 Synthèse des prélèvements sur l'ensemble des unités de gestion du Drac Aval et de la Romanche

Concernant les prélèvements d'eau sur le territoire du Drac et de la Romanche entre 2003 et 2014, ce qu'il faut retenir de l'étude de l'impact de l'AUP qui s'appuie sur les données de la Chambre d'agriculture 38, de la DDT 38 et de l'AERMC:

- ❑ environ 934 142 986 m³ ont été prélevés sur le territoire du SAGE (tout usage et milieux de prélèvements confondus) ;
- ❑ l'unité de gestion du Drac Aval et notamment la sous unité de gestion de l'Ebron est la plus sollicitée pour les prélèvements avec près de 700 000 000 m³ prélevés ;
- ❑ les prélèvements se font essentiellement dans les rivières et les lacs voire dans les nappes ;
- ❑ les prélèvements à usage industriel sont les plus importants sur les 2 unités de gestion, suivi par les prélèvements pour l'AEP ;
- ❑ globalement, sur l'ensemble du périmètre Drac-Romanche, les volumes prélevés sont à la baisse depuis 2003 ;

Concernant les prélèvements à usage d'irrigation sur le territoire du Drac et de la Romanche, ce qu'il faut retenir de l'étude c'est qu'entre 2003 et 2014, 4 841 411 m³ ont été prélevés avec une moyenne annuelle de 403 000 m³. Le dossier indique que les prélèvements se font en grande majorité sur les cours d'eau de l'Ebron et de la Bonne.

B – L'impact du projet sur le Drac

1. Incidence des prélèvements sur les cours d'eau

1.1. Sous-unité du Drac aval

La demande de prélèvement sur le Drac aval a été fixée à 200 000 m³ répartis entre les ressources souterraines et les ressources superficielles selon la règle de calcul suivante :

volume historique maximum sur la période 2003 – 2014 + marge de 20%.

Le dossier indique que le Drac constitue une ressource en eau importante :

- ❑ débits très importants avec des hautes eaux jusqu'en juillet donc pendant la première moitié de la période d'irrigation ;
- ❑ les eaux sont basses aux mois d'août et de septembre, pendant la deuxième moitié de la période d'irrigation ;
- ❑ sur la période 2008-2014, le DOE n'a jamais été franchi.

Sous-unité de gestion	Volume prélevable (m ³)	Volume théorique autorisé actuellement (procédure mandataire) (m ³)	Volume théorique disponible (m ³)	Capacité de pompage (m ³ /h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m ³ /h)
Drac aval	200 000	600 480	230 000 000	139	82 084

Incidence quantitative

Le volume demandé dans l'AUP (200 000 m³) est faible par rapport au volume théorique disponible. De plus, le volume prélevable est environ 3 fois plus faible que le volume autorisé jusque-là par la procédure mandataire.

La diminution du volume prélevable par rapport au volume autorisé par la procédure mandataire participe donc à la préservation de l'équilibre quantitatif du Drac.

Le dossier indique que le volume prélevable rend possible une augmentation des prélèvements par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014 (+ 20%). Cette augmentation potentielle du volume de prélèvement agricole par rapport à l'existant induira une très faible baisse du débit en étiage quinquennal sec. Le volume prélevable envisagé permet donc de respecter le DOE à l'aval du Drac.

Le débit de prélèvement pour l'agriculture étant largement supérieur à la capacité de pompage, aucune limitation du débit de prélèvement n'est nécessaire. Les débits disponibles permettent de satisfaire simultanément l'ensemble des prélèvements.

Incidence qualitative

Le Drac présente un bon état écologique et un bon état chimique. Les pressions ne sont pas liées aux prélèvements.

1.2. Sous-unité de la Bonne

Le dossier recense 5 canaux gravitaires qui prélèvent un débit estimé à 2320 m³/h pour irriguer une surface de 637 hectares. Il est important de préciser que ces canaux participent également à l'alimentation en eau de captage d'eau potable et à l'alimentation de milieux naturels remarquables. **Ces canaux ne disposent actuellement pas de système de comptage des volumes consommés.**

Il existe cependant d'autres prélèvements qui font l'objet d'un comptage.

Pour la demande de prélèvement sur la Bonne de 3 071 819 m³, en l'absence de données sur les canaux, il a été proposé d'utiliser la formule du calcul de la redevance de l'Agence de l'eau :

volume historique maximum + 2 546 000 m³ (volume théorique de la redevance Agence de l'eau + 20% de marge

Sous-unité de gestion	Volume prélevable tenant compte du volume redevance canal (m ³)	Volume théorique autorisé actuellement (procédure mandataire) (m ³)	Volume théorique disponible (m ³)	Capacité de pompage (m ³ /h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m ³ /h)
Bonne	3 071 819	11 387 520	22 000 000	2636 (316 sans canaux)	7432

Incidence quantitative

Le volume demandé dans l'AUP sur la Bonne (3 071 819 m³) est faible par rapport au volume théorique disponible. De plus, le volume prélevable est environ 7 fois plus faible que le volume autorisé jusque-là par la procédure mandataire.

La dossier indique que la diminution du volume prélevable par rapport au volume autorisé par la procédure mandataire permet donc de mieux préserver l'équilibre quantitatif de la Bonne. La ressource est donc suffisante pour satisfaire les besoins à l'étiage, d'autant plus que l'estimation des volumes prélevés dans les canaux dépasse probablement les volumes réellement prélevés.

Avec une vigilance à avoir sur la Malsanne et le ruisseau d'Aiguebelle puisque le dossier indique que ces secteurs pourraient être sensibles à une augmentation des prélèvements par rapport à la situation actuelle. Il faut donc limiter les modifications sur les prises d'eau des canaux pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par les canaux dans ces cours d'eau.

La demande de prélèvement envisagée rend possible une augmentation des prélèvements par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014. Cependant, cette augmentation significative est liée à la prise en compte des volumes prélevés dans les canaux. Si les prises d'eau des canaux ne sont pas modifiées, l'impact sur le débit d'étiage quinquennal sera négligeable et le volume prélevable envisagé permettra de respecter le DOE. De plus, sur la période 2008 – 2014, pendant la période d'irrigation, le QMNA5 à la station d'Entraigues n'a jamais été atteint, car l'étiage est hivernal. Il y a donc un peu de marge de prélèvement par rapport à la ressource disponible.

Les canaux gravitaires étant déjà régulés par leur propre autorisation, la limitation du débit prélevable pour l'agriculture est considérée uniquement pour les prélèvements directs dans la Bonne et ses affluents.

Le débit de prélèvement pour l'agriculture étant supérieur à la capacité de pompage, aucune limitation du débit de prélèvement n'est nécessaire actuellement afin d'assurer le respect du débit réservé à l'étiage.

Incidence qualitative

La Bonne présente un état écologique bon à moyen et un bon état chimique, et le dossier indique que les pressions ne sont pas liées aux prélèvements. Pour autant, le dossier souligne que la demande de prélèvement de l'OUGC sur la Bonne peut entraîner une **augmentation des prélèvements de 348%** par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014. La conséquence est une **baisse de l'ordre de 8% du débit dans le cours d'eau en étiage quinquennal sec**. Cette baisse de débit dans la rivière peut avoir un impact sur la dilution des différents polluants avec un risque d'augmentation potentielle de la pollution. Le dossier indique qu'il faudra être vigilant à limiter les rejets dans la rivière.

1.3. Sous-unité de l'Ebron

Le dossier indique la présence d' un canal gravitaire qui prélève un débit estimé à 288 m³/h dans le ruisseau de l'Orbannes pour irriguer une surface de 96 hectares. Ce canal ne dispose pas de système de comptage des volumes.

Pour la demande de prélèvement sur l'Ebron de 621 204 m³, en l'absence de données sur les canaux, il a été proposé d'utilisée la formule utilisée pour le calcul de la redevance de l'Agence de l'eau :

volume historique maximum + 384 000 m³ (volume théorique de la redevance) +20% de marge

Sous-unité de gestion	Volume prélevable tenant compte du volume redevance canal (m ³)	Volume théorique autorisé actuellement (procédure mandataire) (m ³)	Volume théorique disponible (m ³)	Capacité de pompage (m ³ /h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m ³ /h)
Ebron	621 204	2 367 360	2 600 000	548 (260 sans canaux)	969

Incidence quantitative

La demande de l'AUP sur l'Ebron (621 204 m³) est faible par rapport au volume théorique disponible. De plus, le volume prélevable est environ 8 fois plus faible que le volume autorisé jusque-là par la procédure mandataire.

La diminution du volume prélevable par rapport au volume autorisé par la procédure mandataire permet donc de mieux préserver l'équilibre quantitatif de l'Ebron. La ressource est donc suffisante pour satisfaire les besoins à l'étiage, d'autant plus que l'estimation des volumes prélevés dans les canaux dépasse probablement les volumes réellement prélevés. Le dossier indique tout de même que le pétitionnaire devra être très vigilant sur 2 secteurs :

- au ruisseau de Bourgeneuf qui devra faire l'objet d'une surveillance pendant la saison d'irrigation du fait de la configuration du cours d'eau, qui divague et se perd dans la nappe d'accompagnement.
- au ruisseau de l'Orbannes qui pourrait être sensible à une augmentation des prélèvements par rapport à la situation actuelle. Il faut donc limiter les modifications sur les prises d'eau des canaux pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par les canaux dans ces cours d'eau.

La demande de prélèvement envisagée rend possible une augmentation des prélèvements par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014. Cependant, cette augmentation significative est liée à la prise en compte des volumes prélevés dans les canaux. Si les prises d'eau des canaux ne sont pas modifiées, l'impact sur le débit d'étiage quinquennal sera négligeable et le volume prélevable envisagé permettra le respect du DOE à l'aval du Drac.

A noter que des projets de retenues collinaires sont envisagés sur la sous-unité de gestion. Ces retenues, bien que déconnectées du réseau hydrographique, captant le ruissellement et pouvant ainsi avoir un impact sur les débits dans les cours d'eau. Compte-tenu de la ressource disponible, ces retenues peuvent être envisagées en restant vigilant sur leur impact quantitatif.

Les canaux gravitaires étant déjà régulés par leur propre autorisation, la limitation du débit prélevable pour l'agriculture est considérée uniquement pour les prélèvements directs dans l'Ebron et ses affluents.

Le débit de prélèvement pour l'agriculture étant supérieur à la capacité de pompage, aucune limitation du débit de prélèvement n'est nécessaire actuellement pour assurer le respect du débit réservé à l'étiage.

Malgré la sensibilité de certains secteurs de l'Ebron, le dossier indique que la mise en œuvre d'un calendrier de pompage n'apparaît pas pertinente, pour plusieurs raisons :

- les prélèvements agricoles sont peu nombreux, ils sont éloignés les uns des autres et sont réalisés sur différents affluents de l'Ebron ;
- le ruisseau de l'Orbannes est identifié comme sensible selon l'expertise de terrain. Cependant, le prélèvement correspond à la prise d'eau du canal qui est déjà régulé par sa propre autorisation qui doit respecter le débit réservé du ruisseau. La prise d'eau du canal ne doit donc pas être modifiée pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par le canal dans le ruisseau. Il conviendra cependant d'être vigilant sur l'extrême-amont du bassin versant, pour assurer la surveillance du partage de l'eau et lors de l'acceptation de nouveaux prélèvements.

Incidence qualitative

L'Ebron présente un état écologique moyen et un bon état chimique, et le dossier indique que les pressions sont liées aux prélèvements. Pour autant, le dossier précise que le volume prélevable envisagé rend possible une augmentation des prélèvements de 166 % par rapport au volume maximal prélevé sur la période 2003-2014, ce qui induira une baisse de l'ordre de 4% du débit dans le cours d'eau en étiage quinquennal sec. Cette baisse de débit dans la rivière peut avoir un impact sur la dilution des différents polluants avec un risque d'augmentation potentielle de la pollution. Le dossier indique qu'il faudra être vigilant à limiter les rejets dans la rivière.

2. Incidence des prélèvements sur nappes

Aucun prélèvement agricole souterrain n'est effectué sur cette unité de gestion du Drac aval. Le dossier indique qu'il existe que 2 prélèvements souterrains effectués pour l'eau potable dans la nappe alluviale de la Bonne.

Cependant, le volume prélevable agricole ayant été déterminé de manière commune aux ressources souterraines et superficielles, le transfert ou l'ajout de prélèvements dans les ressources souterraines devra être étudié au cas par cas.

Dans le cas d'ajout d'usagers de la ressource souterraine, le débit d'exploitation des nouveaux ouvrages devra donc être ajusté en fonction de l'évolution des niveaux des nappes en période d'irrigation.

3. Incidence des prélèvements sur les relations nappes/rivières

A l'amont de la confluence du Drac avec la Romanche, le dossier indique que les cours d'eau (excepté le Drac et la Romanche) sont vraisemblablement déconnectés des nappes et les nappes sont alimentées par les précipitations. Les prélèvements agricoles dans les cours d'eau et sur les captages de source n'ont aucune influence sur les nappes.

4. Incidence des prélèvements sur les autres usages

Il n'y a pas de conflit d'usage avéré entre irrigation, industrie, alimentation en eau potable et autres usages sur le territoire du Drac et de la Romanche. Les prélèvements sont principalement réalisés dans les cours d'eau ou dans les nappes d'accompagnement, qui constituent une ressource très importante, ou dans les sources sans que cela remette en cause l'alimentation des nappes. D'après le dossier, les projets n'ont donc pas d'incidence sur les autres usages.

5. Incidence des prélèvements sur les autres projets connus

Sur l'unité de gestion du Drac aval, il y a 2 projets de renouvellement d'autorisation de centrales hydroélectriques (Miribel-Lanchâtre et Moulin Colombat) sur la Gresse. Le dossier indique que l'AUP n'induirait pas d'effet cumulé sur la ressource.

C – L'impact du projet sur la Romanche

1. Incidence des prélèvements sur les cours d'eau

Le dossier indique qu'aucun prélèvement n'était réalisé jusque-là dans les rivières mais qu'un nouveau prélèvement est envisagé sur le Vernon. Compte-tenu de la sensibilité du milieu sur le Vernon, les nouveaux prélèvements supplémentaires devront être limités.

La Romanche ayant un régime nivo-pluvial à influence glaciaire, elle connaît de hautes eaux estivales. Sur la période d'irrigation, le débit est plus faible au mois de septembre.

A noter cependant que les nouveaux prélèvements devront être étudiés au cas par cas du fait des spécificités des différents cours d'eau de l'unité de gestion : si la Romanche représente une ressource très importante, les prélèvements agricoles seront à concilier avec les autres usages et notamment l'hydroélectricité et les régimes de débits réservés associés ; les affluents, comme par exemple le Vernon, peuvent être plus sensibles à une augmentation des prélèvements.

Par mesure de précaution et afin de conserver de la marge pour le milieu et pour les autres usages, il est proposé 200 000 m³ qui correspond à 0,1% du volume théorique disponible sur 4 mois et qui permet d'envisager l'installation de nouveaux prélèvements agricoles sur la Romanche.

Sous-unité de gestion	Volume prélevable proposé (m ³)	Volume théorique autorisé actuellement (procédure mandataire) (m ³)	Volume théorique disponible (m ³)	Capacité de pompage (m ³ /h)	Débit prélevable pour l'agriculture (m ³ /h)
Romanche	200 000	54 000	234 316 800	3,5	81 360

Incidence quantitative

La demande de l'AUP sur la Romanche (200 000 m³) est faible par rapport au volume théorique disponible mais est supérieur au volume autorisé jusque-là par la procédure mandataire. Le dossier indique que l'augmentation potentielle du volume de prélèvement agricole induira une baisse négligeable du débit en étiage quinquennal sec de la Romanche.

L'expertise sur les milieux a montré que le débit biologique le plus contraignant concerne la période de mi-mars à fin mai et donc n'impacte pas le débit à préserver pendant la saison d'irrigation. La Romanche apparaît donc peu sensible à une augmentation des prélèvements pendant la période estivale, d'autant plus que les prélèvements agricoles représentent une part très limitée des prélèvements réalisés sur ce secteur. Les principaux enjeux quantitatifs concernent notamment l'usage hydroélectrique.

Le débit de prélèvement pour l'agriculture étant largement supérieur à la capacité de pompage, le dossier indique qu'aucune limitation du débit de prélèvement n'est nécessaire. Les débits disponibles permettent de réaliser simultanément l'ensemble des prélèvements.

Incidence qualitative

L'augmentation potentielle des prélèvements induira une baisse négligeable du débit dans le cours d'eau en étiage quinquennal sec. La réduction de la dilution des différents polluants induira une augmentation potentielle des taux de polluants dans les mêmes proportions.

2. Incidence des prélèvements sur les nappes

Le volume prélevé pour l'irrigation dans les eaux souterraines est minime par rapport aux volumes prélevés pour les autres usages (alimentation en eau potable et industries) puisqu'il représente 1411 m³ en 2014.

Sur la saison d'irrigation (6 mois), la demande de prélèvement de l'AUP de 200 000 m³ a été comparé au volume théorique obtenu à partir du débit autorisé à ce jour de 13 m³/h, soit 54 900 m³, et aux volumes historiques agricoles. Il apparaît que le volume prélevable est supérieur au volume autorisé théorique sur 6 mois et aux volumes historiques agricoles. Cependant, il représentera environ 20% des prélèvements souterrains totaux et sera réparti entre les ressources souterraines et superficielles (1 préleveur à ce jour). Le dossier souligne que le volume réellement prélevé dans la nappe sera donc inférieur à 200 000 m³ par an.

Le dossier fait état que les prélèvements souterrains effectués au niveau de l'unité de gestion Romanche proviennent probablement de nappes d'eau localisées et présentant des extensions limitées. Ils auront donc un impact à une échelle locale. L'utilisation des 200 000 m³ en intégralité dans les eaux souterraines aurait donc un impact non négligeable sur les nappes.

L'implantation de nouveaux captages agricoles souterrains sur cette unité devra être étudiée au cas par cas. Les nouveaux usagers devront veiller à ce que les nouveaux captages n'entrent pas en conflit avec les captages existants et soient donc positionnés à une distance minimale de ceux-ci. Le débit d'exploitation des nouveaux ouvrages devra également être ajusté en fonction de l'évolution des niveaux de la nappe en période d'irrigation.

3. Incidence les relations nappe/rivière

L'augmentation potentielle des prélèvements induisant une baisse négligeable du débit de la Romanche en étiage quinquennal sec, le projet aura un impact limité sur les relations nappe/rivière. Cependant, il conviendra d'être prudent sur les prélèvements souterrains et l'impact que ceux-ci pourront avoir sur certains cours d'eau.

4. Incidence les autres usages

Pour la ressource superficielle, le volume du nouveau prélèvement envisagé est négligeable par rapport aux prélèvements réalisés pour les autres usages dans la ressource superficielle. Le projet n'a donc pas d'incidence sur les autres usages.

Pour la ressource souterraine, dans le cas de l'ajout de nouveaux préleveurs sur la Romanche, une distance minimale entre les ouvrages devrait être respectée de manière à ne pas influencer les captages voisins. Au vu du faible nombre de captages souterrains sur l'unité de gestion et de la taille de celle-ci, l'implantation de nouveaux captages n'aura probablement pas d'influence sur les captages existants.

5. Incidence avec les autres projets connus

Sur l'unité de gestion de la Romanche, il existe 2 projets en cours, le projet d'extension de la station d'épuration d'Aquavallées sur Bourg-d'Oisans et le projet de création d'une retenue d'altitude sur la commune des 2 Alpes. Le dossier indique qu'en l'absence de prélèvements agricoles à proximité, il ne devrait pas y avoir d'effet cumulé sur la ressource.

D – AVIS FAVORABLE avec recommandations

Les autorisations de prélèvements agricoles sur le département de l'Isère relevaient de la procédure dite « mandataire » d'autorisation temporaire. Une nouvelle procédure d'Autorisation Unique Pluriannuelle (AUP) vient remplacer la procédure mandataire. Cette Autorisation Unique Pluriannuelle est délivrée pour une durée de 10 ans et se substitue à toutes les procédures de déclarations et d'autorisations en cours sur son périmètre (procédure mandataire ou démarches individuelles). L'évolution des procédures concerne principalement le passage d'une gestion essentiellement débitométrique, par la procédure mandataire, à un système de gestion mixte (débitométrique et volumétrique) pour la demande d'AUP.

La CLE partage l'objectif général de l'OUGC qui est d'atteindre la maîtrise des prélèvements en eau dans le milieu pour l'irrigation qui contribue à une gestion durable et cohérente de la ressource en eau. Le passage d'une approche débitométrique (procédure mandataire) à une approche mixte volumétrique et débitométrique (procédure AUP) permet de réduire significativement le volume total prélevable autorisé jusqu'à maintenant par la procédure mandataire tout en limitant le débit de prélèvement autorisé sur les secteurs à enjeux ce qui permet de mieux préserver l'équilibre quantitatif sur les bassins versants.

Le dossier a été présenté en bureau exécutif de la CLE le 22 septembre. L'OUGC a fait une demande de complément de prélèvement au dossier le 22 novembre sur l'unité de gestion du Drac aval. La demande complémentaire a été discutée le 18 décembre 2017. Le bureau exécutif a émis **un avis favorable avec recommandations** sur la demande d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement de l'OUGC, à savoir :

1- De manière générale, la CLE estime que les données présentées dans le dossier ne sont pas représentatives de la réalité de la disponibilité de la ressource en eau et de tous les prélèvements sur le bassin du Drac (alimentation en eau potable, hydroélectricité, etc.). Mais en l'absence de données plus fines (futurs études inscrites au SAGE), elle a émis des observations techniques sur le contenu du rapport mis à disposition par l'Organisme Unique de Gestion Collective sur lesquelles des précisions mériteraient d'être apportées (cf. annexe 1).

2- La CLE demande à ce qu'une attention particulière soit portée à tous nouveaux prélèvements sur la sous-unité de gestion de l'Ebron, sur une partie de la sous-unité de gestion du Drac aval (Gresse) ainsi que sur la partie sud de la sous-unité de la Bonne (Beaumont).

Les cours d'eau de la Gresse, de l'Ebron faisant l'objet de nombreux prélèvements, la CLE recommande d'accorder une vigilance aux nouveaux prélèvements en période d'étiage dans les cours d'eau afin de ne pas augmenter la sensibilité de ces derniers par rapport à la situation actuelle. La CLE demande à être consultée préalablement par l'OUGC sur les évolutions de prélèvements (prélèvements existants et/ou futurs) sur son périmètre.

3- Comme inscrit au SAGE, la CLE prévoit de conduire des études pour améliorer la connaissance sur la disponibilité de la ressource en eau et les besoins de l'ensemble des usages afin de définir des règles de partage de la ressource en eau sur le bassin versant du Drac. En fonction des conclusions des études, la CLE demande à ce qu'il soit possible d'intégrer les évolutions dans un bilan à mi-parcours et de juger de la nécessité de réviser ou non les volumes attribués à l'irrigation sur son périmètre.

4- La CLE demande également à être destinataire chaque année d'un bilan des prélèvements à usage irrigation dans les eaux superficielles et souterraines en Drac et en Romanche.

5- La CLE souhaite continuer à être membre du comité d'orientation de l'Organisme Unique de Gestion Collective. Elle souhaite également être associée au comité technique s'il est fait état d'évolution de prélèvement sur le périmètre du Drac et de la Romanche.

6- Suite à la demande de modification du volume prélevable sur le sous-bassin du Drac aval (de 15 000 m³ dans le dossier initial à 200 000 m³ dans la demande de modification du 22 novembre 2017), la CLE ne s'oppose pas à cette demande d'évolution de prélèvements. La CLE demande à ce qu'une vigilance soit apportée sur les nouveaux forages sur la ressource souterraine afin d'éviter tout risque de pollution de la nappe mais également éviter d'influencer les prélèvements existants (tous usage confondu).

Ainsi fait et délibéré, le 18 décembre 2017



Marie-Noëlle BATTISTEL,

La Présidente de la CLE Drac-Romanche
Députée de la 4^{ème} circonscription de l'Isère

ANNEXE 1

Observations du secrétariat de la CLE sur le contenu du rapport remis par l'organisme Unique de Gestion Collective dans le cadre de la demande d'autorisation unique pluriannuelle de prélèvement.

Unité de gestion Drac aval :

- P219/autres usages :

Quels sont les usages liés aux 18 prélèvements effectués dans les sources sur le secteur mais aussi ceux effectués sur la commune de Laval dens, indiquée comme la commune ayant le plus de prélèvement (autres usages) sur la sous-unité de la Bonne ?

Il semblerait plutôt que les prélèvements pour les autres usages s'effectuent sur la commune de la Morte pour la production de neige de culture.

- P221/synthèse :

Il y a des incohérences dans l'affichage des prélèvements.

A titre d'exemple, dans le tableau 126 « volumes annuels prélevés dans les nappes d'accompagnements par sous-unité de gestion entre 2008 et 2013 », seuls les volumes prélevés en nappes d'accompagnement sur la sous-unité de l'Ebron sont indiqués. Cependant, les tableaux précédents (tableaux 122, 123 et 124) indiquent des prélèvements en nappes d'accompagnement sur la sous-unité du Drac, mais ces derniers ne sont pas reportés dans le tableau de synthèse (126). Et inversement, les prélèvements indiqués dans le tableau de synthèse (126) n'apparaissent pas auparavant (ce qui représente des variations de 0 à 53 M de m3 sur la sous unité de l'Ebron).

Il apparaît également aussi opportun de préciser les sources des chiffres inscrits au tableau 126 sur les prélèvements en nappe d'accompagnement de la sous-unité de l'Ebron et préciser l'usage de ces prélèvements (irrigation, eau potable, industrie, autres usages) ?

- P222/Synthèse :

Le bilan ressource-besoin de l'étude d'impact pour la sous-unité de gestion de l'Ebron nous semble différent de la réalité du territoire.

En effet, il est écrit que « *La ressource en eau sur la sous-unité de gestion de l'Ebron permet dans l'ensemble de subvenir aux besoins anthropiques, grâce au climat et au relief qui permettent un apport régulier en précipitations et un débit soutenu dans les cours d'eau en période d'étiage. Seul le ruisseau de l'Orbannes subit des périodes d'assecs naturels qui sont aggravés par le prélèvement réalisé. De même, une vigilance est nécessaire concernant le prélèvement sur le ruisseau de Bourgeneuf qui connaît des débits très faibles en période d'étiage* ».

Cependant, les bassins de l'Ebron, de la Gresse et du Drac amont (Beaumont notamment) présentent une forte vulnérabilité en période de sécheresse, et donc pendant la période d'irrigation. En effet, les sécheresses récurrentes des dernières décennies entraînent une diminution de la ressource en eau annuelle (augmentation du phénomène d'évapotranspiration, baisse des précipitations, augmentation des températures) avec des étiages plus fréquents et plus sévère des rivières. C'est pourquoi des études ont été inscrites au SAGE pour améliorer la connaissance sur la disponibilité de la ressources en eau et les besoins des différents usages pour améliorer le partage de la ressource en eau des secteurs et éviter tout conflit d'usage dans un contexte de réchauffement climatique.

D'ailleurs, le SDAGE identifie aussi le bassin Drac-Romanche comme vulnérable au changement climatique avec des incidences sur le bilan hydrique des sols pour l'agriculture.

- P225/Relation nappe/rivière :

Il est écrit « le Drac de l'aval de Notre-Dame-de-Commiers à la Romanche est actuellement sans continuité hydraulique avec la nappe ».

La continuité hydraulique entre le Drac et sa nappe n'a jamais cessé même lorsque le Drac était asséché puisque le débit réservé s'infiltrait depuis le pied du barrage en totalité dans la nappe.

Pour information, afin de rétablir la continuité hydraulique de la rivière, la CLE a travaillé au relèvement du débit de la rivière à 5,5 m³/s. La continuité hydraulique entre le Drac et la Romanche est effective depuis septembre 2015.

- P561/Incidence quantitative (Bonne) :

Il y a une contradiction dans le paragraphe sur les canaux. Il est écrit « *on limitera les modifications sur les prises d'eau des canaux pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par les canaux dans ces cours d'eau. Les volumes réels de prélèvements dans les canaux, qui ne sont pas connus, pourraient quant à eux peut-être être augmentés à condition d'organiser une concertation pour la gestion des canaux* ».

Dans la première partie de la phrase il est demandé de ne pas augmenter les prélèvements dans les canaux alors que dans la phrase qui suit il est possible de les augmenter. De plus, il est écrit que les volumes prélevés ne sont pas connus. Il apparaît difficile de gérer des augmentations de volumes prélevés sans savoir ce qui est déjà réellement prélevé dans un contexte de changement climatique avec une baisse de la composante hydrologique des rivières. Le dossier indique à de nombreuses reprises qu'il ne faut pas apporter de modification aux prises d'eau des canaux d'irrigation qui pourraient entraîner une augmentation des prélèvements.

- P563/Incidence quantitative (Ebron) :

Il est indiqué que « *l'amont du bassin versant de l'Ebron (ruisseau de Bourgeneuf) est à surveiller de près pendant la saison d'irrigation du fait de la configuration du cours d'eau, qui divague et se perd dans la nappe d'accompagnement.....De plus, le ruisseau de l'Orbannes pourrait être sensible à une augmentation des prélèvements par rapport à la situation actuelle. Il faut donc limiter les modifications sur les prises d'eau des canaux pour ne pas augmenter les prélèvements d'eau par les canaux dans ces cours d'eau* ».

En lien avec les remarques faites pour la P222/synthèse, le SDAGE (carte 7B) identifie le bassin du Drac comme étant un sous-bassin nécessitant des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs.

Le Programme De Mesures (PDM) du SDAGE, identifie 4 masses d'eau ayant des pressions liées aux prélèvements, comme indiqué à la page 213 de l'étude d'impact : Torrents de l'Ebron et de la Vanne, Ruisseaux de l'Orbanne et de Mens. Les prescriptions faites par le PDM sont de réaliser une étude globale ou un schéma directeur visant à préserver la ressource en eau et de mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau et notamment sur le bassin de l'Ebron et ses affluents. Comme déjà évoqué plus haut, à travers la disposition 44 du SAGE, la CLE Drac-Romanche (qui a arrêté le SAGE en mai 2017), souhaite mettre en place un schéma de gestion de la ressource en eau sur les sous-bassins de l'Ebron, de la Gresse et du Drac amont (Beaumont). Cette prescription englobe l'ensemble des usagers de l'eau (eau potable, industriels, agriculture).

Ainsi, il serait également pertinent de prévoir une surveillance du torrent de l'Ebron, de la Vanne et du ruisseau de Mens pendant la saison d'irrigation en plus de ceux cités précédemment (Orbannes, Bourgeneuf).

- Atlas cartographique (carte 10) :

Il serait intéressant de faire apparaître les prélèvements sur la Gresse (production de neige de culture, hydroélectricité, etc.) en lien avec l'intitulé « prélèvements pour d'autres usages ».

Unité de gestion Romanche :

- Atlas cartographique (cartes 25 et 26) :

Pour les prélèvements dans la ressource souterraine, il faudrait faire apparaître les prélèvements effectués par le SIVOM et le prélèvement pour l'irrigation.

Il serait également intéressant de faire apparaître les prélèvements superficiels sur la commune de la Morte (production de neige de culture) en lien avec l'intitulé « prélèvements pour d'autres usages ».